

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ÉTAT-MAJOR DE L'ANP

Comment Tahar Zbiri

Ecrire, débattre, témoigner, notre pays qui a mal à son histoire a besoin d'une thérapie de vérité. Les Algériens veulent savoir qui est qui et qui a fait quoi pour leur bonheur et pour leur malheur. Tahar Zbiri et Mohamed Maarfia ont abordé, chacun selon son angle de vision, la tragédie du 14 décembre 1967. Ayant été

moi-même au cœur de cet événement, j'ai décidé d'apporter mon témoignage. Je le fais pour l'Histoire. Je le fais aussi pour mes compagnons d'armes encore de ce monde et pour mes compagnons d'infortune morts dans l'oubli et quelquefois dans le dénuement. Je narre ce qui s'est passé en ce mois de décembre 1967

en me sentant comptable devant ma conscience du sens et des poids des mots. «Les grands qui habitent encore le quartier...» (pour paraphraser Mohamed Maarfia) jugeront, texte en main, si je suis dans le cercle éclairé de la vérité ou si j'ai emprunté les tangentes obscures du mensonge.

1. «Moi ! ... Moi quel qu'en soit le coût !

Ce qui s'est passé le 14 décembre 1967, lorsque les unités de l'ANP, fidèles au chef d'état-major Tahar Zbiri, ont fait mouvement vers le siège de la 1^{re} Région militaire, a été diversement interprété. Mohamed Maarfia, dans les colonnes du *Soir d'Algérie*, vient de s'exprimer sur le sujet. Tous les protagonistes de ce tragique événement auront apprécié — j'en suis sûr — l'approche dépassionnée, impartiale de ce dernier.

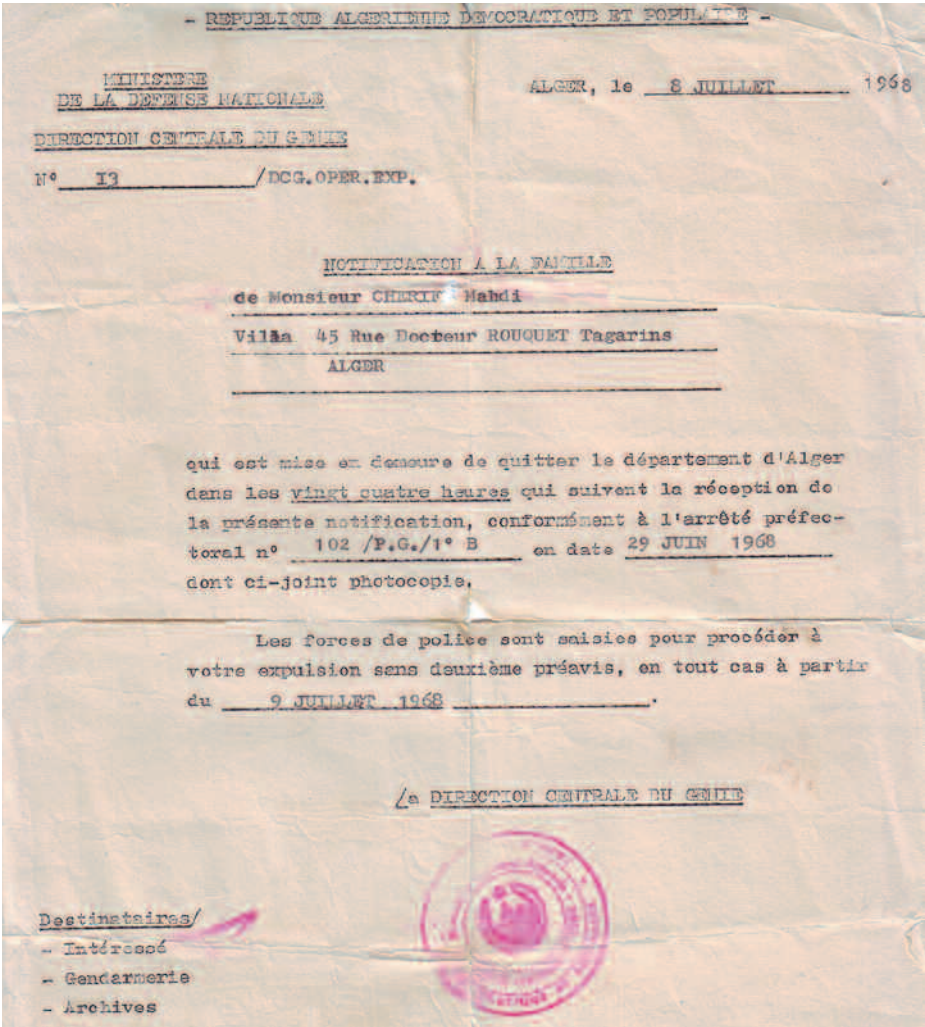
Le silence de Maarfia, ainsi que celui des autres acteurs, sur ce qui est arrivé aux «conjurés» après l'échec du mouvement, est une bonne chose. Ne pas en parler n'est nullement de l'autocensure, mais plutôt le respect de sa propre dignité et un acte de foi dans une Algérie future telle que nous l'avons rêvée. Tout à l'heure, je n'évoquerai qu'un seul épisode du long calvaire qui fut le nôtre, non pour étaler des plaies et des douleurs, mais pour dire la grandeur de notre peuple.

Oui, la politique est partout violente. Mais chez nous elle a été violente, parce que celui «qui tenait le haut du pavé» avait défini une règle de jeu fondée sur un théorème unique : «Moi... ! Moi, quel qu'en soit le coût !» Mohamed Maarfia s'est longuement étalé sur l'itinéraire de Houari Boumediène. Il a évoqué l'homme et ses procédés. Houari Boumediène avait une soif inextinguible, incommensurable du pouvoir. H. Boumediène était un homme différent à chacune des étapes qu'il a franchies dans sa lente ascension vers le sommet. Les mots, le masque du visage (les masques), les attitudes lui ont, à chaque fois, composé un personnage nouveau. Cette aspiration inhumaine à devenir le maître absolu a généré l'étrange alchimie qui a élaboré ces métamorphoses. Ceux qui l'ont observé au moment des coups d'Etat successifs qu'il a perpétrés tout au long de sa carrière ont mesuré — quelques fois à leur grand dam — le Boumediène de l'avant-événement et le Boumediène de l'après-événement. Les hommes qu'il vaincra le 14 décembre 1967 ont été victimes de la composition d'images de l'avant-19 juin : celle d'un responsable mû par le souci d'épargner à son peuple les effets du pouvoir personnel, sans restriction ni limite de Ben Bella.

Les vaincus auront tout le loisir de découvrir le vrai Boumediène, sans la feuille de vigne des faux semblants.

Pour l'honneur de l'Algérie, s'interdire d'évoquer le goulag qui fut notre lot après l'échec est un principe que nous respecterons toujours. L'épisode qui va suivre n'est pas rapporté dans le but de se «victimiser» pour quêter des compassions ou pour vilipender d'avantage le régime qui s'est dénudé après le 14 décembre, la toile, trop longtemps blanche de ce régime, est déjà sur le chevalet de l'Histoire. L'Histoire ira jusqu'au bout. J'en appelle à nos chercheurs, à nos «thésards» pour aller au fond des choses afin que le noir apparaisse, afin que justice soit rendue à l'Algérie.

Un peuple a besoin de hauts faits qui exaltent ses vertus et qu'il peut avec fierté graver sur le marbre de sa saga parce qu'il participe au ciment de la nation. Un de ces exemples nous vient de la population de la région de Bouira. Le 8 juillet 1968, les familles de tous les officiers incarcérés ont reçu une notification d'expulsion du territoire de la wilaya d'Alger exécutoire immédiatement (voir ci-contre les ordres d'expulsion, l'un concernant ma famille et l'autre celles du 1^{er} bataillon de chars, toutes les autres familles ont reçu les mêmes notifications). Ces familles débarquées des camions de Ahmed Bencherif (le gendarme) sur le bas-côté de la route, près de Bouira, suscitèrent un extraordinaire élan de solidarité de la part de la population. Je rends particulièrement hommage à un homme qui s'est mobilisé et qui a mobilisé des citoyens, pour nourrir, vêtir et transporter les femmes, les enfants,



Notification d'expulsion de M. Cherif Mahdi.

les bébés et les vieillards jetés sauvagement dans la nature. J'ai nommé le moudjahid Saâd Benguerah, que Dieu ait son âme. J'aurai tout le loisir de philosopher sur la nature humaine. Ce qui différencie l'homme de la bête est paraît-il la faculté de penser, que le lecteur me permette d'ajouter une autre définition... quand la gratitude cesse d'être une valeur humaine, apparaît le rictus de la bête ! Voilà donc un homme auquel nous avons construit un boulevard, que nous avons soutenu, aidé et auquel nous avons plusieurs fois sauvé la vie (j'en parlerais peut-être un jour), qui s'attaque avec une incommensurable haine à nos femmes et à nos enfants. Etrangement, au fond de la cellule, j'ai eu comme un éclair : la certitude de sa petitesse et de son infinie distance à l'Algérie.

Les expulsions cesseront lorsque Djelloul Khatib, interpellé par des officiers — y compris de la SM —, indigné par le traitement infligé à des innocents, passant outre à l'obstruction de Chabou, exposera à Houari Boumediène le mécontentement qui s'était fait jour. H. Boumediène, dans la seule ligne rouge était l'état d'esprit de l'ANP, autorisera Djelloul Khatib à faire cesser la chasse aux femmes et aux enfants. La répression contre les membres adultes de nos familles continuera de plus belle ; ainsi, mon frère Amor (actuellement bâtonnier au barreau de Batna) sera-t-il arrêté et torturé alors qu'il n'était ni de près ni de loin impliqué dans l'affaire. J'aimerais mentionner un acte d'amitié et de courage de la part de mon compagnon Abdenour Bekka, lequel au moment du départ forcé de mes enfants a offert à mon jeune fils une bicyclette. Pourquoi rapporter un tel détail ? Parce qu'un homme n'oublie jamais les fortes émotions qu'il a ressenties au pied de certains murs. Je viens d'employer le mot courage. A l'époque, le simple fait de montrer par un signe ou par un geste de l'amitié à notre égard était considéré comme une atteinte à la sûreté de l'Etat.

2. Les vraies raisons du 14 décembre 1967

a. La fable de la catégorisation des moudjahidine

Mohamed Maarfia s'est étalé longuement sur les causes du 14 décembre. Je confirme à mon tour que le chef d'état-major n'a jamais catégorisé les moudjahidine selon les écoles ou les parcours. Plus d'une fois, il est vrai, il avait haussé le ton avec A. Chabou, secrétaire général du MDN, lequel avait une propension facile à vouloir tout régenter au sein de l'ANP et qui devenait de jour en jour incontournable, que ce soit pour la nomination d'un caporal, pour l'affectation d'un officier ou l'allocation d'un budget. Cet activisme, qui souvent dégénérât en immixtion dans l'aire de compétences des autres, indisposait, non seulement le chef d'état-major, mais également les responsables de régions qui s'en plaignaient souvent à H. Boumediène. Machiavélique, ce dernier n'avait jamais défini d'une façon nette les prérogatives de chaque structure mettant souvent dans l'embarras des chefs de région ou des commandants d'unité qui recevaient des ordres contradictoires.

Tahar Zbiri avait une approche plus humaine, plus fraternelle lorsqu'il s'agissait de la démobilisation des anciens. Chabou n'ayant pas eu le même parcours historique que T. Zbiri n'avait aucun scrupule à jeter par-dessus bord des contingents entiers de moudjahidine. Il est vrai que le «délestage» était nécessaire, mais il y avait la manière. C'était le moins qu'on pouvait consentir.

Chacun dans l'ANP se souvient comment, à une époque plus récente, des officiers en fin de carrière ont été admis à la retraite. La façon dont a été démobilisé Mohamed Attailia et d'autres moudjahidine est à cet égard significative de ce que le commandement peut faire quand il le veut. Il est vrai que celui qui a mis fin à la carrière de ces vétérans, avec le respect et les égards qu'ils méritaient, n'était pas le fils d'un officier spahi brutal, cassant et méprisant. Cette catégorisation est un faux problème.

Mahdi Cherif, officier de l'ANP en retraite, ancien secrétaire général de l'état-major (1963-1967)

me. Les mercenaires (qui se comptent sur les doigts d'une seule main) qui étaient autour de Chabou l'ont utilisé pour leur cause propre : avoir davantage de pouvoir et de privilèges. Les autres, tous les autres, nous les avons toujours considérés comme une partie intégrante de nous-mêmes. Ils le savent. Ils l'ont toujours su. Trêve donc d'amalgames et de mensonges.

b. La feuille de route de Tahar Zbiri

La feuille de route de Tahar Zbiri était fondamentalement politique. Elle voulait que le CR joue pleinement son rôle de direction suprême. Pour jouer ce rôle, il était nécessaire que soient définies d'abord des règles de fonctionnement simples : qui a qualité pour réunir ce conseil ? Avec quels quorums ses décisions sont adoptées ? Où est-il logé ? De quel secrétariat dispose-t-il pour sa vie quotidienne ?

Après deux années de fonctionnement chaotique, des incidents, des faits accomplis à répétition et surtout de l'omnipotence de son président, Zbiri tente d'obtenir une réunion plénière de ce CR pour :

- analyser la situation générale du pays, deux ans après l'éviction de Ben Bella ;
- étudier les raisons qui ont empêché la concrétisation des points contenus dans la proclamation du 19 juin ;
- prendre toutes les mesures afin que le pays soit doté d'institutions légitimes grâce au vote libre des Algériens ;
- veiller à ce que tous les changements soient faits dans un esprit de fraternité et de confiance ;
- garder à l'esprit que l'exercice de la politique n'a de sens que si sa finalité est le service de l'Algérie.

Si les PV des réunions du Conseil de la révolution sont un jour publiés, on découvrira quelles étaient les idées du chef d'état-major pour sortir définitivement l'Algérie de l'ère de l'improvisation, des transitions et du pouvoir personnel.

c. La réaction de Houari Boumediène

Houari Boumediène, décidé à gouverner selon son bon plaisir, usera de divers stratagèmes pour gagner du temps afin de se préparer militairement pour l'épreuve de force qui lui permettrait de conforter son pouvoir personnel. Il promettra à la majorité des chefs de région un règlement politique pourvu qu'ils obtiennent du chef d'état-major qu'il évacue de la capitale les forces qui lui sont fidèles.

3. 19 novembre 1967 (la journée des dupes)

A la lecture des contributions de Mohamed Maarfia, et en lisant les mémoires de Tahar Zbiri, on peut s'étonner de la naïveté de ce dernier qui semble s'être laissé manipuler par ce redoutable tacticien qu'était H. Boumediène. Mohamed Maarfia a omis de rapporter un événement d'une extrême importance qui explique l'attitude de Tahar Zbiri. Il s'agit de la réunion du 19 novembre 1967, tenue dans l'enceinte de l'Académie interarmes de Cherchell et à laquelle j'ai personnellement assisté, et dont j'ai dressé procès-verbal. Les officiers supérieurs présents étaient : Tahar Zbiri, chef d'état-major, Saïd Abid, chef de la 1^{re} Région militaire ; le colonel Abbès, directeur de l'Académie militaire ; Abderrahmane Bensalem, chef du quartier général et enfin Mohamed Salah Yahyaoui, chef de la 3^e Région militaire.

Le commandant Saïd Abid a ouvert la séance en affirmant que les chefs des autres régions militaires lui avaient donné mandat pour s'engager en leur nom (Chadli Bendjedid et A. B. Abdelghani).